



**PRÉFET
DE L'ARIÈGE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET

Arrêté n° 20221011-001 interdisant la vente de carburant en jerricans dans le département de l'Ariège

La préfète de l'Ariège

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2211-1 et L. 2215-1 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment l'article 3 ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

CONSIDÉRANT les difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers et carburants des stations-services du département de l'Ariège, provoquées par un mouvement social bloquant plusieurs dépôts et raffineries d'hydrocarbures les alimentant ;

CONSIDÉRANT que le maintien du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ne peut être assuré que par la mise en œuvre et la coordination de mesures de sauvegardes prises sans délai ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général :

ARRETE

Article 1 : L'enlèvement et la vente de carburant sont interdits dans tout récipient portable (jerricans, bidons, flacons...) sont interdits sur l'ensemble du département de l'Ariège, sauf nécessité dûment justifiée par le client et vérifiée, en tant que de besoin, avec le concours des forces de police ou de gendarmerie.

Les détaillants, gérants ou exploitants des stations-service, notamment celles qui disposent d'appareils automatisés permettant la distribution de carburant, doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction. Ils se chargent d'afficher sur leurs pompes l'interdiction afin d'en informer les usagers.

Article 2 : Cette mesure s'applique dès publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de l'État et jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le secrétaire général, Madame et Messieurs les sous-préfets d'arrondissements, Mesdames et Messieurs les maires, Mesdames et Messieurs les chefs des services déconcentrés de l'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Sylvie FEUCHER

